Trouver un équilibre : les mesures sociales et de santé publique Maroc

Ce rapport présente les résultats d'une enquête téléphonique réalisée auprès de 1244 personnes en septembre 2021, ainsi que des données épidémiologiques et secondaires locales. L'enquête a permis d'étudier les expériences vécues par la population et les réactions du grand public aux mesures sociales et de santé publique (MSSP) mises en place pour lutter contre la COVID-19. Il s'agit du deuxième rapport du PERC depuis le début de la pandémie (voir le premier et le troisième rapport).

Quels sont les points essentiels à retenir de ce rapport?

Quelle est la situation?

Le Maroc a connu sa deuxième vague de cas de COVID-19 et la plus grave, en août 2021, une vague qui a depuis commencé à refluer. L'état d'urgence a été instauré au Maroc dès le début de la pandémie en mars 2020, et la mise en œuvre active de MSSP en fonction de la situation épidémiologique a permis de réduire la transmission lors de cette vague et des précédentes augmentations du nombre de cas.

Soutien envers les mesures sociales et de santé publique et adhésion déclarée

Le soutien envers les mesures individuelles et l'adhésion déclarée à ces mesures sont restés élevés et inchangés depuis février 2021, mais le soutien envers les mesures de restriction des rassemblements et des déplacements est beaucoup plus faible. La façon dont la police a fait respecter ces mesures a été critiquée par la population et cela explique peut-être la diminution du soutien exprimé envers ces mesures.

Perception des risques et information sur les risques

Même si la perception des risques individuels est faible (à un niveau qui correspond aux résultats de février 2021), les répondants ont une perception des risques pour leur pays supérieure à la moyenne régionale et la COVID-19 est une préoccupation majeure pour une grande partie d'entre eux. L'accès aux revenus et à l'emploi demeurent les sources de préoccupation les plus importantes pour les répondants, ce qui est probablement lié à la situation économique qui se dégrade au Maroc.

Croyances sur le vaccin et acceptation du vaccin

La quasi-totalité des répondants est en faveur du vaccin, avec neuf répondants sur 10 qui sont déjà vaccinés ou qui vont probablement se faire vacciner contre la COVID-19, ce qui représente la proportion la plus forte parmi tous les États membres où l'enquête a été réalisée. Le Maroc s'efforce à accélérer la vaccination, en partie pour soutenir la reprise économique.

Charges secondaires

Les pertes de revenus restent un problème persistant au Maroc, avec près de neuf foyers sur 10 qui déclarent avoir perdu une partie ou la totalité de leurs revenus depuis le début de la pandémie (soit plus que la moyenne de la région d'Afrique du Nord). Ces conditions économiques difficiles ont aussi des conséquences sur l'accès à la nourriture, et les trois quarts des répondants déclarent avoir des difficultés d'accès à la nourriture dues à leur perte de revenus.

Aperçu des données nationales sur la COVID-19 à la date du 3 octobre 2021

Taux de vaccination Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19	62%
Nombre de doses de vaccins dans le pays	39,560,000
Taux d'incidence cumulée pour 100 000 personnes	2,535
Nombre total de cas signalés	935,332
Nombre de décès confirmés liés à la COVID-19	14,339

Source de données: Centres Africains de Contrôle et de Prévention des Maladies

Quelles sont les tendances clés présentées dans ce rapport ?

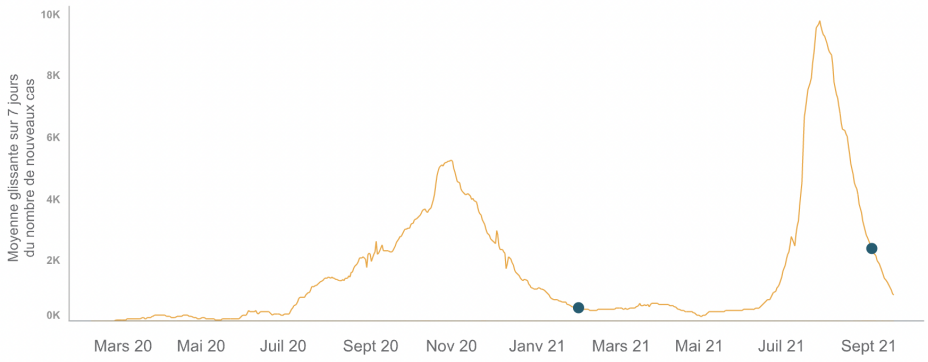
Le chômage dû à la pandémie contribue aux pertes de revenus de la population au Maroc. La forte acceptation du vaccin par la population et le taux élevé de vaccination peuvent être un élément clé pour contrôler la COVID-19 et relancer l'économie.

	Août 2020	Févr 2021	Sept 2021
Soutien reçu pour rester chez soi	**	46%	↓ 39%
Perception des risques individuels	**	21%	→ 24%
Satisfaction envers la réponse du gouvernement	**	88%	↓ 74%
Vacciné(e)/se fera probablement vacciner	*	91%	↑ 97%
Perte de revenus depuis le début de la pandémie	**	87%	→ 85%

* Les vaccins n'étaient pas disponibles à la date de l'enquête.

**L'enquête n'a pas été réalisée au Maroc en août 2020.

Les modifications de pourcentage de + ou – 5 % sont indiquées par une flèche vers le haut ou vers le bas.



Quel est le contexte qui influence la riposte au COVID-19 dans le pays?

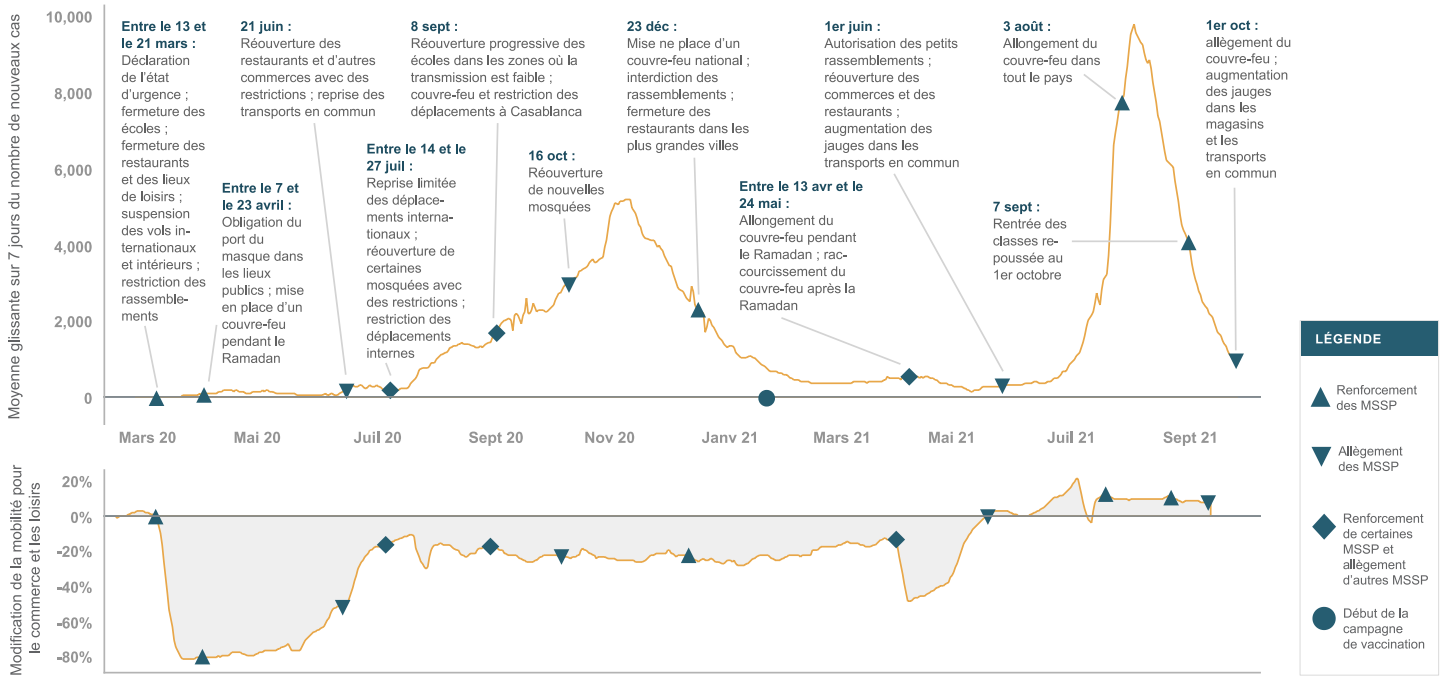
La deuxième vague de COVID-19, et la plus grave, a commencé au Maroc en mi-juillet 2021, pour atteindre un pic en août avec presque 10 000 nouveaux cas par jour (presque deux fois plus que lors du pic de la vague précédente en novembre 2020). Le taux de positivité des tests a atteint 24 % en août 2021 et est resté supérieur à 10 % jusqu'à la fin du mois de septembre, ce qui laisse penser que de nombreux cas n'ont probablement pas été détectés. En août, les services de soins intensifs des hôpitaux ont atteint leurs capacités d'accueil maximales et les professionnels de santé ont lancé des avertissements sur une possible pénurie d'oxygène. Le variant Delta, associé à une plus grande mobilité de la population et à l'allègement de nombreuses restrictions a probablement contribué à cette augmentation du nombre des cas.

Le Maroc a maintenu l'état d'urgence sanitaire depuis le début de la pandémie en mars 2021. Des MSSP combinées ont été appliquées activement en fonction de la situation épidémiologique. Lorsque le nombre de nouveaux cas était faible en juin 2021, par exemple, les mesures de confinement ont été levées, le couvre-feu a été raccourci et les touristes ont de nouveau eu l'autorisation d'entrer dans le pays, sous conditions. Cependant, lorsque le nombre de cas approchait de son pic en août, le couvre-feu a été rallongé et des restrictions de déplacement ont été appliquées pour les touristes qui n'étaient pas vaccinés. Les mesures qui sont actuellement en vigueur incluent un couvre-feu raccourci la nuit, la limitation des nombres de personnes dans les restaurants et les commerces et l'obligation d'être vacciné pour accéder aux lieux publics.

Le Maroc a lancé sa campagne de vaccination contre la COVID-19 en janvier 2021, en utilisant d'abord des vaccins Sinopharm et AstraZeneca. Les vaccins Johnson & Johnson et Pfizer/BioNTech ont depuis été ajoutés. À la fin du mois de septembre, près de 65 % de la population avaient reçu au moins une dose, soit la proportion la plus élevée dans toute l'Afrique, et bien au-delà de l'objectif de 10 % fixé par l'OMS. Le Maroc a élargi les critères d'éligibilité du vaccin aux personnes âgées de 12 ans et plus et a élaboré des plans pour fournir une dose supplémentaire aux populations vulnérables et à risque. En octobre, une fois l'enquête terminée, les responsables marocains ont mis en place un pass sanitaire numérique pour valider le statut immunitaire des personnes vaccinées, pass qui est désormais exigé pour pouvoir accéder aux commerces, aux restaurants et aux transports en commun. Des manifestations ont eu lieu dans tout le pays récemment en réaction à cette obligation.

Des élections législatives ont eu lieu en septembre 2021, dont les résultats ont conduit à un transfert de pouvoir entre le Parti de la justice et du développement (PJD), au pouvoir depuis 2011, et le Rassemblement national des indépendants (RNI). Le PJD était confronté à de fortes critiques liées au fait qu'il n'avait pas tenu les nombreuses promesses faites au cours des dix années précédentes, en particulier des promesses portant sur l'amélioration de la situation économique, qui s'est encore dégradée avec la COVID-19. Le RNI semble plus en phase avec l'agenda politique du Roi, qui inclut de nouvelles politiques destinées à renforcer la couverture sanitaire nationale et à réduire le chômage et les inégalités.

Le variant Delta et une plus grande mobilité de la population ont probablement contribué à l'augmentation du nombre de cas en août, malgré des taux de vaccination élevés.



Les mesures sont-elles soutenues et suivies par la population ?

Ce que révèlent les données

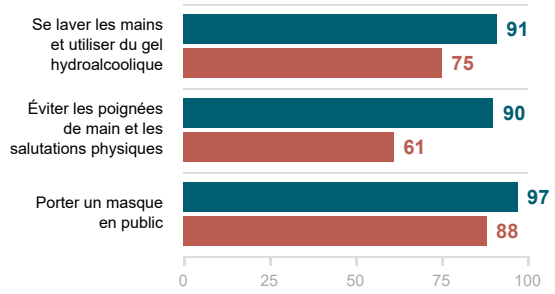
Les MSSP individuelles bénéficient d'un soutien et d'une adhésion forts parmi les répondants, qui sont restés inchangés depuis février 2021 et qui correspondent aux moyennes régionales d'Afrique du Nord. En revanche, le soutien envers les mesures de restriction des rassemblements et des déplacements a baissé de 10 et 7 %, respectivement. Le soutien envers les mesures de restriction des rassemblements est bien en dessous de la moyenne régionale d'Afrique du Nord (32 % versus 43 %). Des publications montrent que la manière dont la police a fait respecter les mesures de lutte contre la COVID-19 a été mal reçue par la population, ce qui a potentiellement contribué à réduire le soutien envers ces mesures.

- Le soutien envers les mesures invitant à éviter les lieux de culte et l'adhésion déclarée à ces mesures ont aussi diminué depuis février 2021 (de 9 et 6 % respectivement). La religion est importante au Maroc, et plus de quatre répondants sur cinq ont cité la religion comme une de leurs identités les plus importantes pour eux (83 %). Le souhait de la population de célébrer correctement le Ramadan en avril 2021 et le mécontentement potentiel ressenti envers les restrictions gouvernementales concernant les prières collectives au cours du Ramadan peuvent avoir contribué à réduire le soutien et l'adhésion à ces mesures.
- Une forte perception des risques individuels est associée à une plus grande adhésion déclarée à toutes les mesures, notamment celles invitant à éviter les lieux de culte (64 % versus 44 % des répondants qui ont une faible perception des risques) et les rassemblements (82 % versus 70 %).

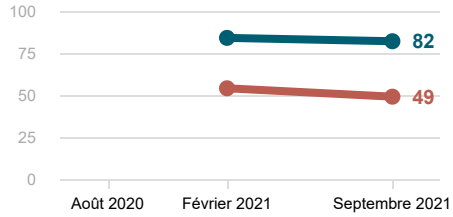
Mesures individuelles

Alors que le soutien envers toutes les mesures individuelles est fort, l'adhésion déclarée à ces mesures n'est pas uniforme : les répondants sont très nombreux à respecter le port du masque, mais beaucoup moins nombreux à éviter les salutations physiques.

*Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de protection individuelle en septembre 2021*



*Tendance du pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de protection individuelle (score composite)*

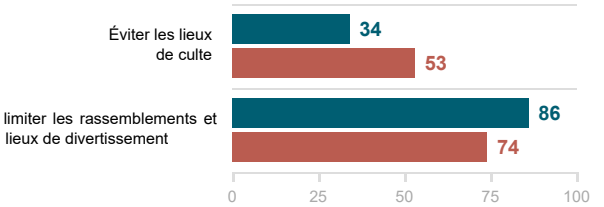


*Note: L'enquête n'a pas été administrée au Maroc en août 2020

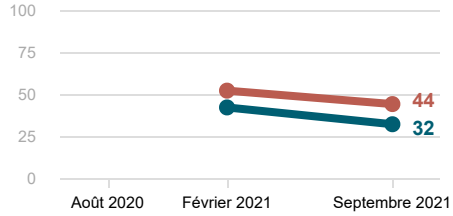
Mesures de restriction des rassemblements

Le soutien envers les mesures de restriction des rassemblements et l'adhésion déclarée à ces mesures sont restés stables depuis février 2021.

*Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de restriction des rassemblements en septembre 2021*



*Tendance du pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de restriction des rassemblements (score composite)*

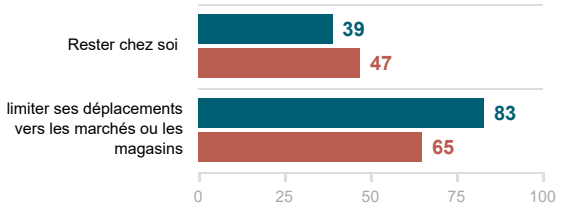


*Note: L'enquête n'a pas été administrée au Maroc en août 2020

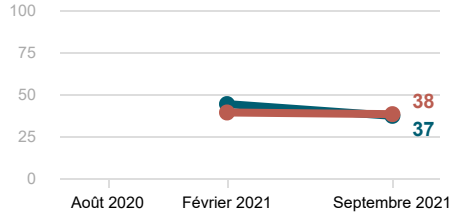
Mesures de restriction des déplacements

Le soutien envers les mesures de restriction des déplacements a baissé depuis février 2021, alors que l'adhésion déclarée à ces mesures n'a pas changé. Au cours de l'enquête, des couvre-feux obligatoires étaient en vigueur et les écoles étaient fermées, ce qui a probablement eu une influence sur les niveaux d'adhésion déclarée.

*Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de restriction des déplacements en septembre 2021*



*Tendance en pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de restriction des déplacements (score composite)*



*Note: L'enquête n'a pas été administrée au Maroc en août 2020

Comment les répondants perçoivent-ils les risques?

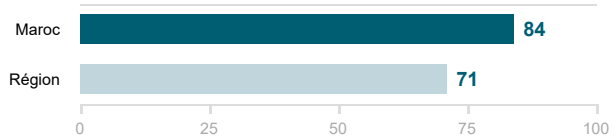
Ce que révèlent les données

Seul un quart des répondants pensent qu'ils ont un risque individuel élevé d'attraper la COVID-19, ce qui correspond aux résultats de février 2021 et à la moyenne régionale d'Afrique du Nord. En revanche, plus de quatre répondants sur cinq pensent que le virus représente une menace pour leur pays, ce qui est bien au-dessus de la moyenne régionale (71 %). Deux répondants sur cinq considèrent la COVID-19 comme une préoccupation majeure.

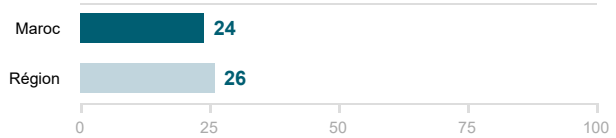
- En plus de la pandémie de COVID-19, l'accès aux revenus et à l'emploi est une des préoccupations majeures citées par les répondants au Maroc, et plus particulièrement par les répondants des zones rurales (46 % versus 36 % des répondants des zones urbaines). Des données datant de juin 2021 montrent que le chômage a atteint son plus haut niveau au Maroc depuis 2001 et que les pertes d'emplois affectent de manière disproportionnée les travailleurs agricoles, ce qui correspond aux résultats de l'enquête du PERC.
- Parmi les répondants, les femmes citent davantage l'éducation comme une préoccupation majeure que les hommes (20 % versus 8 %). Les fermetures d'écoles liées à la COVID-19 ont touché les femmes de façon disproportionnée dans le monde entier et c'est aussi le cas au Maroc. Les femmes et les filles rapportent que leurs tâches domestiques ont augmenté, ce qui les a empêchées de participer aux cours d'enseignement à distance mis en place pendant la pandémie.

Comment les répondants perçoivent-ils les risques associés à la COVID-19?

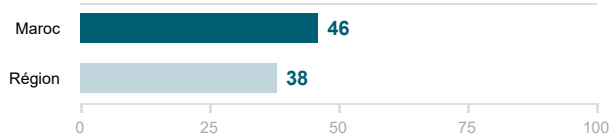
84% pensent que la COVID-19 va toucher de nombreuses personnes dans leur pays



24% pensent avoir un risque individuel élevé de contracter la COVID-19

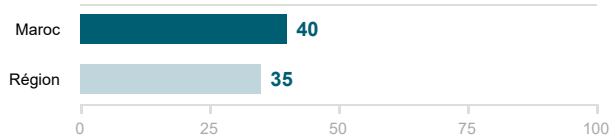


46% pensent que la COVID-19 pourrait nuire gravement à leur santé

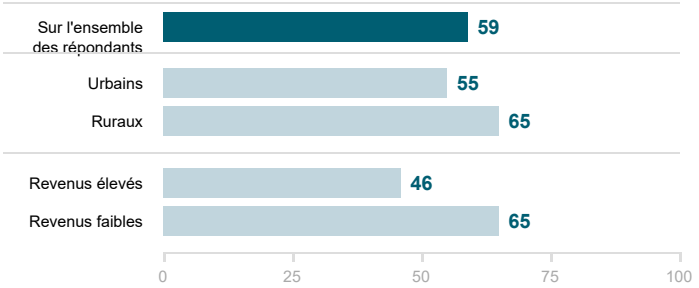


Dans quelle mesure la population est-elle préoccupée par la COVID-19 ?

40% déclarent que la COVID-19 est leur principale préoccupation



59% sont inquiets à l'idée de reprendre une activité normale.



Note : 15% des répondants n'ont pas fourni de réponse concernant leur catégorie de revenus. Les résultats doivent donc être interprétés avec précaution.

Les problèmes qui inquiètent le plus la population

Pourcentage de personnes qui déclarent s'inquiéter à propos d'un problème en particulier

Accès au revenus/travail/chômage	40%
La pandemie COVID-19	40%
Éducation	14%

En qui la population a-t-elle confiance?

Ce que révèlent les données

Les personnes et les institutions du secteur de la santé restent celles en qui les répondants ont le plus confiance pour gérer la riposte à la COVID-19 au Maroc, comme c'était déjà le cas en février 2021. Le niveau de satisfaction envers la riposte du gouvernement à la COVID-19 a baissé depuis février (74 % versus 88 %).

- Cette baisse reflète probablement l'opinion de la population sur la riposte à la COVID-19 du PJD, puisque le nouveau parti au pouvoir n'était pas encore en fonction en septembre après les élections législatives.
- Depuis février 2021, le soutien envers le gouvernement a beaucoup baissé chez les jeunes âgés de 18 à 25 ans (51 % versus 74 % en février) et ceux âgés de 26 à 35 ans (61 % versus 85 % en février). Les répondants de 46 ans et plus sont eux nombreux à être satisfaits du gouvernement (84 % versus 87 % en février). Ces chiffres reflètent les chiffres record du chômage dans le pays, une charge économique qui pèse essentiellement sur les jeunes.

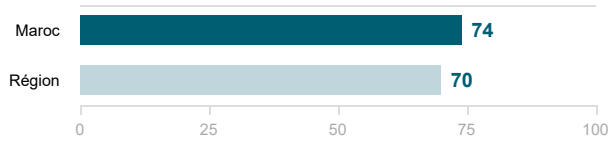
Les sources d'informations locales, notamment les professionnels de santé, la télévision, la radio, la famille et les amis, sont celles qui sont considérées comme les plus fiables pour obtenir des informations sur la pandémie de COVID-19 au Maroc.

- Bien que les professionnels de santé bénéficient d'un fort niveau de confiance concernant les informations sur la COVID-19 (73 %) et que les médecins de famille soient massivement considérés comme fiables dans leur approche de la COVID-19 (77 %), très peu de répondants ont réellement demandé des informations sur la pandémie à ce groupe (3 %), ce qui laisse penser qu'il constitue une ressource potentielle non utilisée pour de futures activités de communication sur les risques et d'implication des communautés.

Que pensent les répondants des institutions de leur pays?

Les trois quarts des répondants sont satisfaits de la riposte du gouvernement à la pandémie, ce qui correspond à la moyenne régionale, mais représente une baisse par rapport à février 2021 (88 %). Les répondants dont les revenus sont les plus faibles sont plus nombreux à être satisfaits du gouvernement que les répondants dont les revenus sont les plus élevés (84 % versus 64 %).

74% sont satisfaits de la réponse du gouvernement à la pandémie



Classement des tres institutions et personnalités les plus fiables aux yeux de la population

Pourcentage de personnes qui déclarent s'inquiéter à propos d'un problème en particulier

Médecin traitant	77%
École	73%
Ministère de la Santé	72%

Au Maroc, il n'a pas été demandé aux répondants s'ils faisaient confiance au président, à la police, à l'armée/aux militaires et aux institutions religieuses pour la gestion de la pandémie de COVID-19.

Les répondants croient-ils les informations exactes?

Au Maroc, les répondants sont nombreux à avoir une bonne compréhension d'informations exactes sur l'importance du lavage des mains (94 %) et du port du masque (89 %) pour lutter contre la transmission de la maladie. Cependant, les répondants marocains sont aussi parmi les plus nombreux parmi tous les États membres où l'enquête a été réalisée à croire des informations qui peuvent conduire à la stigmatisation des professionnels de santé (66 %) et des personnes qui ont guéri récemment de la COVID-19 (72 %). Il existe des disparités importantes en fonction des niveaux de revenus et d'éducation : les répondants dont les revenus sont les plus bas et ceux qui n'ont pas terminé un cycle d'études secondaires croient davantage ce genre d'informations que ceux dont les revenus sont les plus élevés et ceux qui ont un diplôme universitaire. Il faut s'appuyer sur les sources d'informations en qui la population a confiance, notamment la télévision et la radio locales et les professionnels de santé, pour dissiper ces informations erronées et d'autres fausses informations courantes.

Sources d'information auxquelles la population fait le plus confiance

Pourcentage de personnes déclarant faire confiance aux sources d'information sur la COVID-19

Centre de santé/Professionnel de santé	73%
Télévision locale	72%
Radio locale	65%

92% comprennent que les personnes contaminées peuvent ne jamais présenter de symptômes mais restent contagieuses pour les autres.

82% comprennent que les personnes contaminées peuvent ne présenter aucun symptôme pendant cinq à 14 jours.

32% pensent que l'on peut guérir de la COVID-19 avec des remèdes à base de plantes.

66% pensent devoir éviter les agents de santé par crainte de contracter la COVID-19 à leur contact.

La population souhaite-t-elle se faire vacciner ?

Les questions de cette enquête ont pour objectif de décrire les possibilités d'aceptation du vaccin contre la COVID-19 et de permettre de cibler des populations avec des campagnes d'information. Nous présentons donc des chiffres sur les personnes qui déclarent être vaccinées ou qui vont probablement se faire vacciner et sur celles qui ne se feront probablement pas vacciner. Cette enquête n'a pas pour objectif de valider ou non une campagne de vaccination.

Ce que révèlent les données

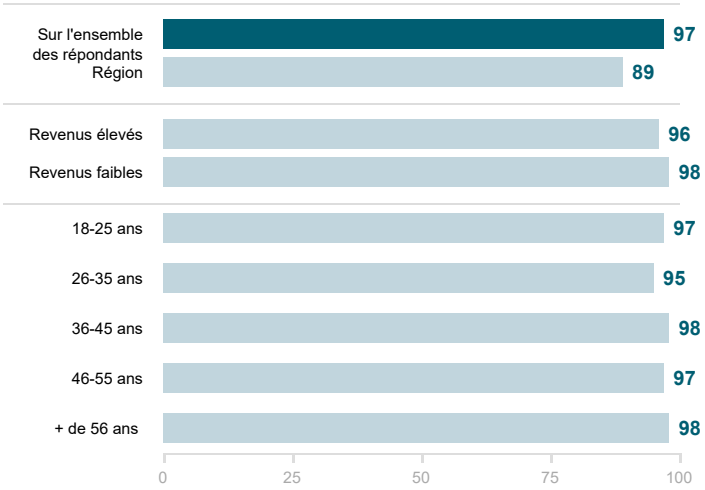
Le Maroc est un des rares États membres de l'UA qui a dépassé l'objectif fixé par l'OMS de vacciner 10 % de la population d'ici fin septembre 2021. Dans tous les groupes démographiques, l'acceptation du vaccin est quasiment universel (97 %), ce qui représente le taux le plus élevé parmi les États membres où l'enquête a été réalisée, et ce qui est cohérent avec les taux d'administration du vaccin rapportés officiellement par le Maroc, qui sont les plus élevés d'Afrique.

- Malgré les résultats de l'enquête qui indiquent que l'acceptation du vaccin est très forte, une initiative récente du gouvernement (lancée en octobre 2021 une fois l'enquête terminée) qui impose de donner une preuve de sa vaccination pour accéder aux lieux publics a été mal accueillie par certains et de petites manifestations ont eu lieu dans quelques villes du pays. Les critiques expriment essentiellement des inquiétudes sur le calendrier de mise en œuvre de cette mesure plus que sur la mesure elle-même, et soutiennent que les restrictions appliquées aux personnes non vaccinées sont trop immédiates.

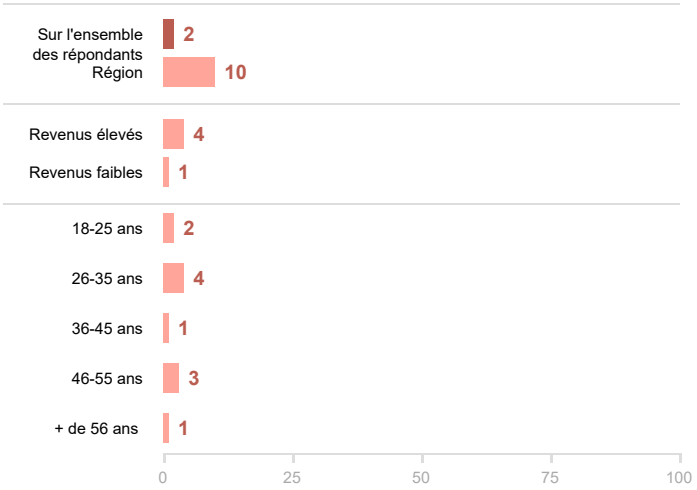
Combien de personnes se sont fait vacciner ou prévoient de le faire ?

Moins de 5 % des répondants déclarent ne pas être sûrs de vouloir se faire vacciner et c'est la raison pour laquelle cela n'apparait pas ici. Les pourcentages présentés sont représentatifs de l'échantillon complet.

97% sont vaccinées ou vont probablement se faire vacciner



2% ne vont probablement pas se faire vacciner



Note : moins de 100 personnes ont déclaré qu'elles ne se feraient probablement pas vacciner. Les résultats doivent donc être interprétés avec précaution.

Que pensent les répondants des vaccins contre la COVID-19 ?

Informations principales que les répondants souhaitent avoir sur le vaccin

Pourcentage de personnes qui déclarent chaque information

Rien/Je ne veux pas recevoir d'informations	30%
Quelles sont les effets secondaires, les effets indésirables ?	25%
Est-il efficace ? Est-ce que je vais pouvoir reprendre une vie normale après avoir été vacciné ?	20%

Principales réticences des répondants à l'idée de se faire vacciner

Parmi les répondants qui ont indiqué refuser la vaccination, les raisons invoquées étaient les suivantes :

Manque de confiance par ex. envers le vaccin, le gouvernement	30%
J'ai peur des injection	12%
Le vaccin peut tuer des gens	12%

Seuls 2 % des répondants ont déclaré qu'ils ne se feraient probablement pas ou surement pas vacciner, donc les raisons pour lesquelles ils ne le feraient pas doivent être interprétées avec prudence.

La population est-elle contrainte d'annuler ou de reporter des soins médicaux ?

Ce que révèlent les données

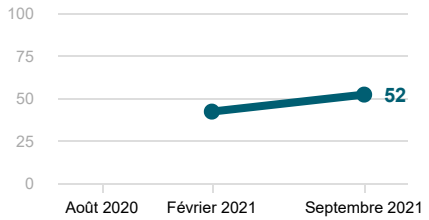
Parmi les répondants qui déclarent qu'eux-mêmes ou quelqu'un de leur foyer ont besoin de soins de santé ou de médicaments, un sur cinq a annulé ou reporté son rendez-vous au cours des six mois précédents et un peu plus de la moitié ont déclaré avoir eu des difficultés pour obtenir des médicaments au cours des trois derniers mois. Alors que le nombre de répondants qui ont annulé ou reporté un rendez-vous médical a diminué depuis février 2021 (49 % versus 39 %), le nombre d'entre eux qui ont des difficultés d'accès aux médicaments a augmenté (42 % versus 52 %).

- Le coût est un obstacle à l'accès aux soins pour la moitié des répondants, et plus particulièrement pour les répondants dont les revenus sont les plus faibles (62 % versus 15 % pour ceux dont les revenus sont les plus élevés). Le système de santé marocain repose actuellement sur un fonctionnement basé sur les paiements directs (alors qu'il y a un système public, mais la qualité des soins est extrêmement variable), ce qui peut être une charge particulièrement lourde pour ceux dont les revenus sont faibles. Les impacts économiques de la COVID-19 ont probablement contribué à aggraver ce problème.
- Environ un tiers des rendez-vous médicaux annulés ou reportés concernent des maladies non transmissibles, comme le diabète (14 %) et les problèmes cardiovasculaires (10 %). Un accès limité aux traitements contre le diabète et les maladies cardiovasculaires peut avoir des effets importants sur la morbidité et la mortalité, car ce sont des problèmes de santé qui sont à l'origine de plus de 40 % de la mortalité totale au Maroc.

Difficulté d'accès des foyers aux médicaments

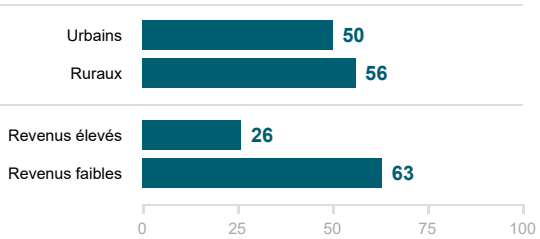
Les perturbations de l'accès aux médicaments affectent de manière disproportionnée les répondants dont les revenus sont les plus faibles. Ceux qui souffrent de maladies chroniques ont aussi plus de difficultés à accéder aux médicaments que les autres (60 % versus 46 %).

Tendance du pourcentage de foyers qui ont eu des difficultés d'accès aux médicaments au cours des trois dernier mois



*Note: L'enquête n'a pas été administrée au Maroc en août 2020

Pourcentage de foyers qui ont des difficultés d'accès aux médicaments

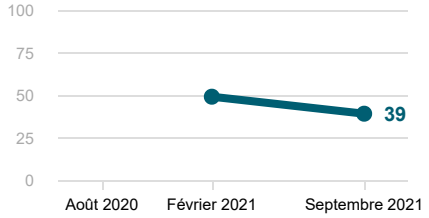


Note : 15% des répondants n'ont pas fourni de réponse concernant leur catégorie de revenus. Les résultats doivent donc être interprétés avec précaution.

Annulation ou report de rendez-vous médicaux

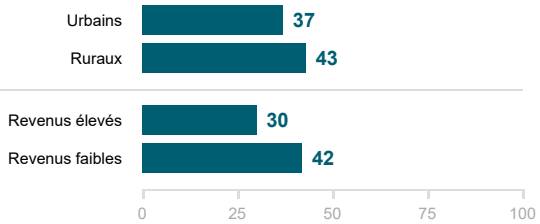
Les répondants des zones rurales et ceux qui ont les revenus les plus faibles annulent ou reportent davantage les rendez-vous médicaux dont ils ont besoin que les répondants des zones urbaines et ceux qui ont les revenus les plus élevés.

Tendance en pourcentage de foyers qui ont annulé ou reporté leurs rendez-vous médicaux



*Note: L'enquête n'a pas été administrée au Maroc en août 2020

Pourcentage de personnes qui annulent ou repoussent des rendez-vous médicaux par catégorie de rendez-vous



Note : 15% des répondants n'ont pas fourni de réponse concernant leur catégorie de revenus. Les résultats doivent donc être interprétés avec précaution.

Raisons invoquées pour annuler ou reporter un rendez-vous médical

Les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses

Coût/accessibilité financière	48%
Crainte de contracter la COVID-19	31%
Restrictions de mobilité / Problèmes de	18%
Perturbation du fonctionnement des établissements de santé	14%
Auto-isolement suite à une suspicion de COVID-19	1%

Nature des rendez-vous médicaux annulés ou reportés

Les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses

Diagnostic/Symptômes	33%
Maladie non transmissible	30%
Consultation générale/Examen de routine	11%
Santé reproductive, maternelle et infantile	4%

Les répondants sont-ils confrontés à des perte de revenus ou une situation d'insécurité alimentaire ?

Ce que révèlent les données

Presque neuf foyers sur 10 (85 %) ont perdu une partie ou la totalité de leurs revenus depuis le début de la pandémie, ce qui correspond aux résultats de février 2021 et représente une proportion plus grande que la moyenne régionale pour l'Afrique du Nord (77 %). Malgré des pertes de revenus qui touchent toute la population, peu de répondants (3 %) ont reçu une aide financière ou autre de la part du gouvernement.

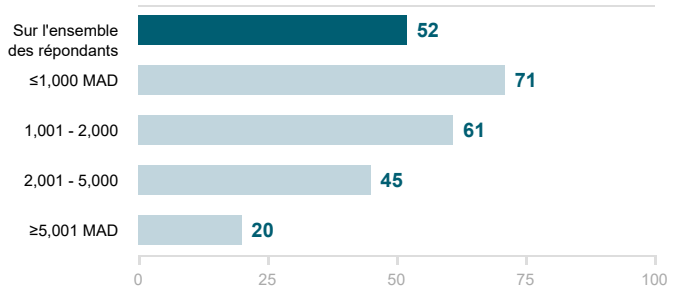
Pourcentage de personnes signalant chaque obstacle :

Baisse de revenus	73%
Augmentation du prix des denrées alimentaires	75%
Fermeture des marchés	48%
Restriction des déplacements	52%
Pénuries d'approvisionnement alimentaire dans les marchés	52%

- Les restrictions liées à la COVID-19 ont eu des conséquences économiques graves sur certaines des principales activités économiques du Maroc, notamment le tourisme, ce qui a provoqué une baisse de 6,3 % du PIB en 2020. Le chômage a atteint son niveau le plus élevé depuis dix ans et les pertes d'emplois touchent plus particulièrement les zones rurales. En effet, les répondants des zones rurales connaissent des pertes de revenus plus importantes que ceux des zones urbaines (88 % versus 83 %). Cependant, du fait des forts taux de vaccination et des interventions gouvernementales, une reprise économique est annoncée.
- En plus des pertes de revenus, près de neuf foyers sur 10 (87 %) sont confrontés à au moins un obstacle à l'accès à la nourriture. L'insécurité alimentaire touche de façon disproportionnée les foyers dont les revenus sont les plus faibles, qui sont presque tous confrontés à au moins un obstacle à l'accès à la nourriture alors que ce n'est le cas que de trois foyers dont les revenus sont les plus élevés sur cinq (97 % versus 60 %).
- La moitié des répondants déclarent qu'eux-mêmes ou quelqu'un de leur foyer ont dû sauter des repas au cours de la semaine précédente, une proportion supérieure à la moyenne régionale pour l'Afrique du Nord (42 %). En plus des impacts négatifs de la pandémie, de graves sécheresses au cours des trois dernières saisons agricoles ont provoqué une baisse des récoltes et des profits. Alors que la récolte devrait de nouveau atteindre des niveaux habituels dans la plupart des régions, des précipitations irrégulières menacent la sécurité alimentaire du Maroc sur le long terme.

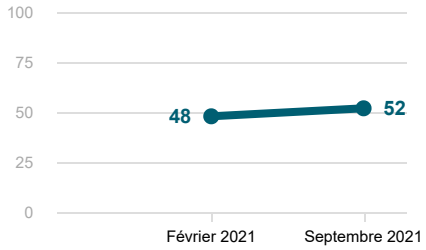
Sautent des repas

Pourcentage de foyers qui sautent des repas par catégorie



Note : 15% des répondants n'ont pas fourni de réponse concernant leur catégorie de revenus. Les résultats doivent donc être interprétés avec précaution.

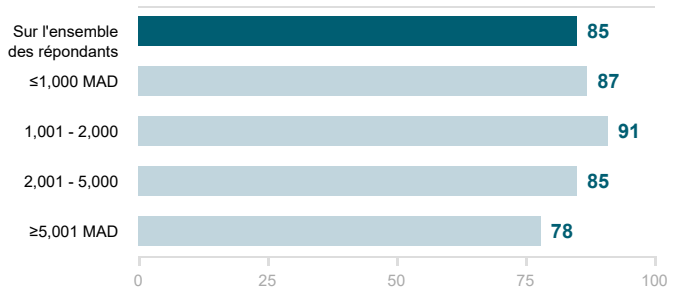
Pourcentage de foyers qui ont sauté des repas au cours de la période



Remarque : en août 2020 aucune donnée n'a été collectée sur les foyers qui sautaient des repas

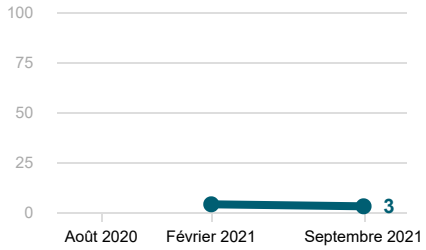
Sont confrontés à une perte de revenus et reçoivent une aide du gouvernement

Pourcentage de foyers qui sont confrontés à une perte de revenus par catégorie



Note : 15% des répondants n'ont pas fourni de réponse concernant leur catégorie de revenus. Les résultats doivent donc être interprétés avec précaution.

Pourcentage de foyers ayant récu une aide du gouvernement au cours de la période



Remarque : en août 2020 aucune donnée n'a été collectée sur les foyers qui sautaient des repas

Notes de fin

Notes sur le rapport

Les comparaisons régionales ont été effectuées sur la base des catégories suivantes : Afrique de l'Est (Éthiopie, Kenya, Ouganda, Soudan) ; Afrique de l'Ouest (Ghana, Nigéria, Libéria, Guinée Conakry, Sénégal, Côte d'Ivoire) ; Afrique du Nord (Tunisie, Maroc, Égypte), Afrique centrale (Cameroun, République Démocratique du Congo) et Afrique australe (Afrique du Sud, Mozambique, Zambie, Zimbabwe).

Les graphiques épidémiologiques des pages 1 et 2 de ce rapport représente la moyenne glissante sur 7 jours du nombre de nouveaux cas entre mars 2020 et octobre 2021. Lorsque des données sur le taux de positivité des tests et/ou sur la mobilité ne sont pas disponibles, ce graphique n'est pas présenté.

Les résultats complets de l'enquête sont disponibles ici et sur le tableau de bord en ligne du PERC. Pour des informations détaillées sur les sources des données, les méthodes appliquées et leurs limites, vous pouvez consulter preventepidemics.org/perc/.

- Ipsos a mené une enquête téléphonique auprès d'un échantillon représentatif de foyers à l'échelle nationale ayant accès à une ligne fixe ou à un téléphone portable. Les résultats doivent être interprétés avec prudence, car la population qui n'a pas accès à un téléphone n'est pas représentée dans ces résultats. Les pourcentages qui apparaissent dans les tableaux d'Ipsos peuvent être différents des pourcentages communiqués dans d'autres documents PERC et d'autres supports de communication de ces données. Ces différences peuvent s'expliquer par le choix du dénominateur et/ou des pondérations.
- Les Centres africains de prévention et de contrôle des maladies (CDC Afrique) fournissent chaque jour des données épidémiologiques aux États membres de l'Union africaine (UA). CDC Afrique recueille les données sur les cas et décès enregistrés ainsi que les données de dépistage auprès de chaque État membre de l'UA. Tous les États membres de l'UA n'établissant pas des rapports journaliers, les chiffres peuvent parfois arriver tardivement, en particulier pour les données de dépistage qui sont généralement communiquées tardivement ou par lots périodiques (p. ex. hebdomadaires).
- D'autres données sont extraites de sources publiquement accessibles

Ces résultats ont été obtenus à partir des dernières informations disponibles provenant des sources énumérées au moment de l'analyse, et peuvent ne pas tenir compte des évolutions plus récentes ou de données provenant d'autres sources. Les données varient en termes d'exhaustivité, de représentativité et d'actualité.

Notes sur le pays

L'échantillon ayant participé à l'enquête au Maroc était composé de 1238 adultes (742 vivant en zone urbaine, 496 vivant en zone rurale), dont les réponses ont été recueillies entre le 12 et le 23 février 2021.

Les catégories de revenus se fondent sur des données existantes concernant la répartition locale des revenus, qui ont été utilisées pour créer quatre catégories de revenus, définies comme suit :

- Revenu faible : revenus mensuels du foyer de 1000 MAD et moins
- Revenu faible à moyen : revenus mensuels du foyer compris entre 1001 et 2000 MAD
- Revenu moyen à élevé : revenus mensuels du foyer compris entre 2001 et 3000 MAD
- Revenu élevé : revenus mensuels du foyer de 30 001 MAD et plus